

Zeitschrift: Habitation : revue trimestrielle de la section romande de l'Association Suisse pour l'Habitat

Herausgeber: Société de communication de l'habitat social

Band: 28 (1956)

Heft: 7

Artikel: De la nécessité des contacts humains pour l'étude des problèmes de l'habitat

Autor: Laprade, Albert

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-124547>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 30.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

DE LA NÉCESSITÉ DES CONTACTS HUMAINS POUR L'ÉTUDE DES PROBLÈMES DE L'HABITAT

par ALBERT LAPRADE, architecte en chef des bâtiments civils et palais nationaux

Nous terminons aujourd'hui la publication du très important texte d'Albert Laprade, dont la première partie avait paru, on s'en souvient, dans notre numéro 3/1956, mais que les nécessités d'une actualité plus immédiate nous avaient empêché de terminer. Albert Laprade, bien qu'il ait construit en France, il y a une trentaine d'années, les premiers témoins d'une architecture contemporaine, peut passer toutefois pour un esprit conservateur : il appartient à cette catégorie de personnalités qui se refusent à voir, dans l'avenir, la négation de ce qui a fait la grandeur de la culture occidentale, et les conditions sociales nouvelles trouvent en lui des résonances qui ne sont pas toujours enthousiastes. Les jeunes générations auront néanmoins le plus grand profit à lire cette étude, où il analyse les différentes formes de logements proposées actuellement pour tenter de résoudre un problème qui, dans les grands pays, dans les grandes agglomérations, dans les masses, est véritablement le problème social numéro un.

On nous dit que la classe populaire s'adapte très bien aux gros blocs, qui lui donnent le sentiment d'une conquête sociale dans cette occupation d'un logement presque semblable à celui d'un ex-bourgeois, avec d'incontestables commodités. La solution convient sans doute à la population de Paris et des très grandes villes. Elle convient admirablement aux jeunes ménages ayant au plus un enfant en bas âge, ou aux ménages ayant de grands enfants. Mais dans nos provinces (où l'on souhaite à juste titre fixer les populations) beaucoup d'aspirants locataires s'adaptent aux collectifs surtout parce que l'on ne leur offre pas autre chose. Car dans nos provinces, *le désir profond de toute famille avec enfants* (à nos yeux la plus digne d'intérêt) est sûrement d'avoir une maison individuelle avec petit jardin où les enfants pourront librement jouer, courir, sous l'œil de la mère, vraie fourmi toujours à l'ouvrage, cuisinant, cousant, raccommoquant (car la Française est la meilleure ménagère du monde entier). C'est d'elle que dépend en sa progéniture l'avenir du pays. Malheureusement elle ne dit rien et nos hommes politiques l'oublient par trop. Ils ne pensent pas aux immenses conséquences sociales que vont entraîner une excessive promiscuité, sans compter la trop facile solidarité d'intérêt de très nombreux locataires pour qui tous les prétextes risquent d'être bons pour ne pas payer un juste loyer. Dès qu'ils auront à se plaindre, et surtout dès qu'il y aura un chômage, on verra ce que deviendront les finances des sociétés gestionnaires !

En résumé, toute famille avec de nombreux enfants devrait avoir la possibilité d'habiter une maison individuelle, si tel était son désir. Avoir une maison, avec sa porte à soi, un jardin à soi, avec des débarras, des poulaillers, des clapiers. C'est là le rêve d'innombrables familles ! Pourquoi bafouer et mépriser cette aspiration typiquement française vers l'indépendance totale, avec un domaine pour la femme (l'intérieur), un domaine pour le mari (l'extérieur), c'est-à-dire le jardin, la basse-cour, le débarras, l'atelier de bricolage. Éléments favorisant au mieux les ententes ! S' imagine-t-on un ménage où la femme travaillera sans perdre un instant tandis que l'homme demeure rivé à sa T.S.F. ou vautré dans un fauteuil ! Cela donnera nécessairement de l'électricité et des orages. Rien qui vaille. Pour avoir la paix le mari, à la longue, passera de l'usine au bistrot jusqu'à l'heure du dîner, au détriment du budget familial et de la paix familiale.

*

On ne peut faire le tour des questions sociales sans donner une pensée aux sociaux, aux sans-logis, aux apatrides, aux Nord-Africains sans ressources et aux clochards accidentels ou professionnels, aux interdits de

séjour, qui commencent à pulluler de façon inquiétante dans nos villes sans oublier les alcooliques avec leurs innombrables enfants, cas particulièrement dramatique mais peut-être pas sans remède. C'est là, nous le savons, une charge très lourde pour la collectivité, mais on ne peut laisser un si grave problème plus longtemps sans solution. Il faudrait à tout prix dans les villes ou hors des villes former des séries de *très petits groupements*, afin de rééduquer ou de soigner cette catégorie de citoyens qui vit actuellement de façon tantôt lamentable, tantôt parasitaire, en marge de la communauté. Ces groupements devraient tous comporter un petit centre social et une école modèle où les enfants seraient l'objet de soins particuliers. Quelques expériences de ce genre (celle de la ville du Mans en particulier) ont déjà donné des résultats remarquables.

Mais il serait urgent maintenant de donner une priorité, comme le prêche l'abbé Pierre, aux plus malheureux des malheureux, c'est-à-dire aux malchanceux, aux malades, aux infirmes, aux veufs, aux veuves, aux vieilles filles célibataires, aux artistes et intellectuels sans moyens d'existence, aux vieux ménages, à *tout ce monde parfaitement honorable, souvent sans aucune ressources, et qu'il faudrait surtout ne pas mêler aux catégories précédentes.*

*

Et tout cela est lié au problème du taudis, au problème de la remise en bon état de nos villes anciennes, problème pris actuellement tout de travers. Bien sûr il est des maisons vétustes, noires, lépreuses, suintant l'eau, *faute d'entretien depuis quarante ans*. Les vieilles maisons sont comme les vieilles gens, qu'on ne doit pas obligatoirement soigner à coups de revolver. Dans la plupart des cas les maisons anciennes relèvent de la médecine plus que de la chirurgie, chirurgie voulant dire, pour tant de municipalités, démolition pure et simple au bulldozer. On peut les aérer en supprimant toutes les adjonctions désordonnées du XIX^e siècle, les nettoyer, les désinfecter, leur donner des évier, des W.-C. et surtout supprimer les fuites des toitures. Il faudrait peu de dépenses pour combler de joie des petites gens qui aiment leur maison aux loyers si modestes, mais habitués à voir leurs demandes ou réclamations depuis quarante ans jamais satisfaites par les propriétaires qui n'en peuvent plus. Si l'Etat-moloch avait des entrailles il devrait au plus vite organiser une procédure d'urgence pour l'amélioration générale de l'habitat, alors qu'aujourd'hui il est impossible à un petit propriétaire normal de s'y retrouver dans toutes les démarches imposées pour obtenir un prêt. Il devrait y avoir par département, par ville, par quartier, une

véritable assistance du logement, analogue à l'assistance médicale ou judiciaire. Quantité d'architectes, qui n'ont rien à faire actuellement, devraient sans arrêt s'occuper de sauver des millions de logements en perdition. Là il faudrait mettre dix ardoises sur le toit, là réemboîter un tuyau de descente, là réparer un robinet qui fuit, là une marche cassée, là mettre une vitre à la fenêtre, une paumelle à la porte, etc. C'est avec ces mille petits soins pas tellement coûteux qu'on retarderait la disparition de foyers encore utiles. Des immeubles du moyen âge convenablement entretenus par leur propriétaire étaient parfaitement sains en 1914. En quarante années d'absence d'entretien, ils ont périclité plus vite qu'en cinq ou six siècles. Nos législateurs, en ces dernières années, soucieux trop exclusivement de leur réélection, ont encouru une responsabilité immense. Maintenant la bonne plate-forme électorale est de déclarer la guerre aux taudis et de promettre *pour demain* des logements aux loyers dérisoires. Cela réjouit immédiatement les constructeurs, entretient les illusions du plus grand nombre, mais ne résout en rien le problème d'urgence. Dans un commencement de grand incendie, c'est folie de perdre son temps en paroles. Il faut user de tous les moyens. Un verre d'eau suffit dans les deux premières minutes, un seau d'eau dans les cinq minutes suivantes, ensuite on peut lever les bras au ciel ! Avec les méfaits de la pluie et du gel, c'est la même chose !

*

Certes, on peut rêver de donner demain une maison toute neuve à 35 millions de Français qui vivent dans des maisons ayant plus de quarante années d'âge. Mais où trouver l'argent pour remplacer rapidement 10 millions de maisons vétustes alors que nous en reconstruisons très péniblement 200 000 par an (faute d'argent et faute de main-d'œuvre) ? Faudra-t-il donc laisser une population immense pendant cinquante ans (et même cent ans) dans des logis devenant de plus en plus dangereux ? Avant vingt-cinq ans, plusieurs millions de maisons risquent d'être inhabitables et de s'écrouler. Problème extraordinaire ! Sauf par une immense inflation déguisée et fort dangereuse, on ne voit pas comment on pourra lutter de vitesse avec des destructions accélérées. D'où la nécessité de s'orienter au plus vite dans nos villes vers la médecine plutôt que vers la chirurgie brutale. Une loi devrait encourager, imposer même la réparation de tous les toits de France par les moyens les plus rapides. Parallèlement, on devrait multiplier les logements de transition pour héberger les occupants de taudis et aussitôt après leur libération, ces taudis déclarés dans leur état actuel inaptes à l'habitat, devraient être visités, désinfectés, modernisés soit par les propriétaires, soit par la collectivité. Il vaudrait mieux dépenser 200 000 fr. par logement, que de dépenser même un million pour un logement neuf. On logerait de ce fait cinq fois plus de monde, on gagnerait du temps et la solution du problème financier serait plus facile, avec un répit de quelques années. Ces vieilles maisons nettoyées, dotées d'un confort élémentaire, auraient vite preneur, car beaucoup de Français, de pauvres gens, *ne peuvent payer que de très petits loyers*. Dans certains cas, si les maisons en questions nécessitaient un plus grand effort financier, une autre clientèle s'intéresserait à ces maisons, celle des intellectuels notamment, encore éprise de fantaisie. Moyennant un bail, beaucoup de locataires futurs mettraient eux-mêmes tout le confort. Il y a soixante-dix ans Renan, président à la Sorbonne un congrès des sociétés savantes de province, évoquait la maison de ses rêves :

« Une jolie maison, extérieurement tapissée de roses de Bengale, un jardin aux allées droites, où l'on peut se distraire un moment, avec ses fleurs, de la conversation avec ses livres ; rien de tout cela n'est inutile pour cette

santé de l'âme, nécessaire aux travaux de l'esprit. Ayez donc cela à Paris dans des maisons banales, construites par des architectes qui, pas une fois, ne se sont posé l'hypothèse d'un locataire lettré ! »

Personnellement nous souhaiterions que l'expérience soit tentée en premier lieu à Paris et dans toutes les villes d'art, pour toutes les maisons ayant une valeur artistique ou historique, car notre tourisme, notre « poule aux œufs d'or », risque gros dans la disparition de ces ambiances particulières que donnaient à chaque ville nos anciennes maisons. Au-delà des frontières nos concurrents font des efforts immenses pour la conservation des ambiances urbaines les plus caractéristiques. En France nous laissons tout détruire. Au lieu de construire « à côté », certains s'acharnent à construire « à la place », anéantissant à tout jamais l'âme de leur cité.

Cette modernisation d'un immense capital devrait se faire par roulement. Les occupants d'immeubles insalubres devraient être relogés d'autorité dans des immeubles type « logements d'urgence ou logements » construits en très grandes séries et *dès le lendemain* des architectes ayant de l'expérience, susceptibles de dévouement et capables de renoncer par avance aux grands profits matériels, nettoieraient ces taudis... lesquels seraient vite recherchés six mois plus tard. Mais pour l'instant ces taudis sont « intouchables ». Les locataires, ne payant presque rien, s'y cramponnent et les propriétaires n'ayant aucun revenu sont incapables de faire la moindre réparation. Et demain la maison s'écroulera, tuant les occupants. Solution parfaitement absurde alors qu'avec un peu d'imagination et de bonne volonté on ferait à très peu de frais quantité d'heureux.

D'expériences personnelles nous pensons que le problème de la maison ancienne est soluble si le médecin de la maison, l'architecte, pouvait intervenir au plus vite et si on était assez sage pour ne pas rechercher un confort standard que les trois quarts des Français ne réclament d'ailleurs pas. La formule est sûrement rentable. Tandis que si l'on attend plus longtemps la France va connaître des pertes colossales, irréparables, provoquant au surplus un problème social inextricable.

*

En résumé, chacun son métier. Que les ingénieurs dirigent des ponts, des chaussées, que les financiers s'occupent de financement, parfait ! Mais pour les maisons, nous pensons, avec une naïveté consciente, que les architectes sont les mieux qualifiés en cette matière. Nous pensons également que l'Etat s'occupe de trop de choses. Son rôle est de promouvoir, de fournir des crédits forfaitaires au mètre carré, et ensuite de contrôler sommairement l'emploi de ces crédits. Rien de plus. Autrement on tombe dans la tyrannie avec tout ce que cela comporte d'odieuses servilités. Partout, en France, les présidents des Offices municipaux ou départementaux, les présidents de C.I.L., les maires, tendent vers l'Etat leur chapeau, tout en disant, entre amis : « Comme à Paris ils veulent de grandes casernes en hauteur, tant pis, faisons des casernes en hauteur et prenons l'argent au plus vite. Flattons les goûts des dirigeants du jour. N'importe quoi vaut mieux que rien. Plus tard on verra. »

Les choses en sont là ! Nous sommes loin du respect que méritent la femme, la famille française, et surtout les classes pauvres. Nous sommes loin du respect dû à l'ouvrier des villes qui était hier un ouvrier des campagnes et qui se trouve désaxé, désœuvré, comme en cage, à trente mètres au-dessus de la terre, sans débarras, sans atelier de bricolage, sans un jardin à cultiver. Que fera-t-on de ces « manuels », si brusquement nos industries perdent un jour leurs débouchés, ou si l'équipement mécanique de plus en plus développé nous vaut, comme aux Etats-Unis, une deuxième cause de chômage ? Que

feront tous ces hommes dans leurs casernes à dix bataillons? Des meetings sans doute! Ainsi l'Etat, faute de bon sens et de prévoyance, risque de se trouver bientôt devant les conséquences d'une erreur immense, avec des cités ou des faubourgs concentrationnaires ingouvernables. Nous avons l'exemple du Maroc, de Casablanca notamment, où une récente mégalomanie a favorisé les pires dangers. On nous dit toujours que les très grands programmes sont synonymes d'économie. Ce n'est pas du tout démontré. Mais cela serait-il exact, cette très légère économie de premier établissement est génératrice d'immenses déboires quant à la gestion et à l'entretien (ne serait-ce que des pelouses aujourd'hui magnifiques et dont les bénéficiaires refuseront très vite de payer l'entretien). L'industrialisation à outrance du bâtiment ne risque-t-elle pas de faire disparaître la possibilité d'utiliser dans le bâtiment nos manœuvres, nos Nord-Africains, nos provinciaux qui désertent la terre et trouvent, dans le bâtiment, un refuge immédiat. Sans compter la nécessité absolue d'avoir en France une main-d'œuvre abondante pour l'entretien des immeubles, anciens... et nouveaux, entretien, aujourd'hui comme hier, si nécessaire mais si difficile.

*

Ainsi par le gigantisme architectural d'un côté et le mépris de l'humble capital immobilier français de l'autre, on risque de créer une nouvelle petite catégorie de « nantis » avec tout confort d'un côté et de laisser l'énorme majorité des mal logés bientôt campés au milieu de ruines, sans toit sur la tête. Alors qu'avec un peu d'intelligence et de bon sens ce prochain déséquilibre pourrait être évité!

Tout en rendant hommage à des efforts énormes et fort utiles, on voit quel vaste domaine devrait être celui

des architectes ayant l'esprit social! Nuls mieux qu'eux ont qualité pour traiter ces questions si graves, si variées, si délicates. Mais, hélas, si les architectes ont depuis quinze ans accompli des prodiges, si la reconstruction de nos villes détruites fait dans son ensemble honneur au pays, s'ils ont réussi par leur ingéniosité à créer une certaine diversité malgré des normes assez strictes, ils n'ont aucun crédit dans la nation. Leur discrétion en face d'attaques odieuses suscitées par des hommes d'affaires en rien philanthropes, leur donne le complexe d'humbles accusés. Ce sont les ânes de la Fable, responsables de la Peste et de la pénurie de logements! De puissants seigneurs ayant une règle à calcul à la place du cœur les insultent de façon indécente et aiguillent la vie française dans une direction aboutissant à une civilisation d'importation en rien supérieure à la civilisation autochtone. Celle-ci, en matière de bonheur, demeure sans rivale. L'art, si méprisé par les calculateurs-rois, demeurera toujours, dans l'avenir comme hier, la grande source de renouvellement, de joie et de vrai progrès.

*

Il y a quatre ans, lors de l'inauguration du monument Jean Giraudoux, à Bellac, le vénéré président Herriot, résumant ses sentiments au sujet de notre ami, créateur de la « Ligue urbaine et rurale », l'auteur de « Berlin », de « La Femme française », de « Pleins Pouvoirs », synthétisait l'œuvre et l'homme, en citant seulement quatre mots pris dans « Adorable Clio »: « O France, ô bien-aimée! »

Les mêmes mots synthétisent ce qui est au cœur des architectes, étroitement unis à notre élite intellectuelle, si désintéressée, si passionnée de bien public, et tellement en communion avec le tréfonds de l'âme française.

Fin.

COMMENT CHOISIR UN APPAREIL ÉLECTROMÉNAGER ?

Les ménagères ne s'intéressent pas à la technique, mais bien à ses résultats pratiques. Aussi importe-t-il de les renseigner d'une façon objective, de manière qu'elles sachent les points auxquels elles doivent faire particulièrement attention lors de l'achat d'un appareil électroménager. La valeur utile d'une machine ou d'un appareil est éminemment variable. Une machine à laver de faible contenance, par exemple, ne servira à rien dans un grand ménage d'agriculteur. La valeur utile dépend donc également des besoins du ménage, ce qui n'est pas toujours facile à déterminer, car il faut tenir compte de la place disponible, des possibilités financières, de la puissance installée et de l'emplacement des prises de courant. C'est notamment le cas pour les machines de cuisine, qui ne peuvent pas être placées n'importe où. Il faut éviter en effet d'avoir constamment à les transporter d'un endroit à un autre, ce qui serait malcommode et pourrait provoquer des accidents (chute malencontreuse, cordon gênant le passage, etc.). Un appareil électroménager doit être facile à utiliser, sans qu'il soit nécessaire de consulter à chaque instant le mode d'emploi. Il sera d'autant plus robuste que plusieurs personnes seront appelées à s'en servir, tel l'équipement des buanderies d'immeubles locatifs. Les appareils doivent en outre être pratiques: il est fastidieux de se baisser constamment, de faire de violents efforts pour ouvrir un couvercle, de prendre une pince pour tourner un bouton, etc. Le fabricant doit d'ailleurs tenir compte des fausses manipulations tou-

jours possibles. Il ne faut pas qu'une essoreuse centrifuge, par exemple, déchire le linge lorsqu'on en met trop ou qu'il est irrégulièrement réparti: la ménagère la plus soigneuse n'a pas toujours le temps de songer à ces détails.

D'une manière générale, si les appareils électroménagers doivent être de construction simple, d'aspect agréable et aussi peu bruyants que possible, on les apprécie surtout d'après le degré de perfection du travail fourni. Une presse centrifuge sera jugée d'après le rendement en jus par rapport au poids du résidu. Un hachoir qui écrase la viande au lieu de la hacher aura peu de valeur. Enfin, la machine ou l'appareil doit effectivement permettre une économie de temps et de peine. Une cirreuse n'épargnera pas beaucoup de temps, mais elle facilite le travail, tandis qu'une machine à laver fait gagner du temps et ménage les forces. Bien que les appareils et machines portant la marque de qualité de l'Association suisse des électriciens (ASE) ne puissent normalement pas provoquer d'accident par leur équipement électrique, on peut se brûler avec de l'eau bouillante ou laisser un fer à repasser enclenché sur une table!

Bref, si le choix d'un appareil pose souvent un problème qui donne à réfléchir aux maîtresses de maison, les fabricants ne sont pas exempts de soucis. Heureusement que la conscience professionnelle de ceux de chez nous et les progrès de la technique ont permis d'aplanir maintes difficultés!